

TABLE DES MATIERES

<u>INTRODUCTION:</u>	page 1
<u>PREMIERE PARTIE: SUPPLÉANCE PARLEMENTAIRE ET REPRÉSENTATION POLITIQUE</u>	page 6
<u>MATRICE I: LES PROBLÈMES GÉNÉRAUX DE LA REPRÉSENTATION</u>	page 7
<u>Section 1: La notion de représentation:</u>	page 6
§1 Les diverses conceptions de la représentation:	page 8
§2 L'inadaptation des théories classiques:	page 12
I Elles ignorent les partis politiques:	page 12
A Le parti intervient dans la relation élu-électeurs:	page 13
B Le parti sélectionne les "questions politiques":	page 15
II Elles ignorent les "professionnels de la politique":	page 16
A La naissance des "professionnels de la politique":	page 17
B L'existence d'intérêts particuliers aux "professionnels de la politique":	page 19
C Les relations avec les électeurs:	page 20
1) Le monopole de la compétence politique:	page 21
2) La responsabilité du représentant:	page 22
D Les relations avec les classes dominantes:	page 23
1) L'existence de liens entre le personnel politique et les classes dominantes:	page 24
2) Les services rendus aux classes dominantes:	page 25
III La représentation dans le système politique:	page 26
A Critique du système politique:	page 31
B Éléments de définition de la représentation politique:	page 33

<u>Section 2: Le principe du remplacement</u>	page 38
§1 Sur le plan théorique	page 38
I Le principe de la continuité du mandat	page 38
II Les modalités techniques du principe	page 39
A Les élections partielles	page 39
B Le suppléant	page 41
§2 Un exemple: le Vice-Président des Etats-Unis	page 42
I Le statut du Vice-Président	page 42
A Le choix du Vice-Président	page 43
B Les fonctions du Vice-Président	page 44
1) L'aptitude au remplacement du Président	page 44
2) La présidence du Sénat	page 47
II L'évolution du rôle du Vice-Président	page 49
A Le "ministre d'Etat"	page 49
B L'adjoint privilégié	page 50
III Le remplacement effectué par le Vice-Président	page 53
A Le Vice-Président devient le véritable Président	page 53
B Le Vice-Président fait fonction de Président	page 55
<u>Section 3: L'institution de la suppléance parlementaire</u>	page 56
§1 Une institution peu fréquente	page 57
I La suppléance Révolutionnaire	page 57
A Le Règlement portant convocation des Etats Généraux	page 57
B La Constitution du 3 Septembre 1791	page 58
C Le projet de Constitution "Girondine" de 1793	page 59
II La suppléance à l'étranger	page 61
A Les pays sans incompatibilité entre les fonctions ministérielles et le mandat parlementaires	page 61
B Les pays avec incompatibilité entre les fonctions ministérielles et le mandat parlementaire	page 62
1) Les pays utilisant la représentation proportionnelle	page 64
2) Les pays utilisant le scrutin majoritaire	page 65

§2 L'institution actuelle	page 66
<i>I La mise en application des incompatibilités parlementaires:</i>	<i>page 67</i>
<i>A Les incompatibilités parlementaires dans les Démocraties classiques:</i>	<i>page 67</i>
1) En Grande-Bretagne: le cumul obligatoire	page 69
2) Dans l'histoire constitutionnelle Française:	page 70
a) La période Révolutionnaire:	page 70
b) Après 1815:	page 73
<i>B La définition des diverses incompatibilités parlementaires:</i>	<i>page 75</i>
1) Les incompatibilités ne donnant pas lieu à remplacement:	page 77
a) Les incompatibilités avec les fonctions publiques:	page 77
b) Les incompatibilités avec certaines fonctions privées:	page 81
2) Les incompatibilités donnant lieu à remplacement:	page 83
<i>C L'instauration du principe de l'incompatibilité des fonctions ministérielles et parlementaires:</i>	<i>page 84</i>
1) Les origines historiques:	page 84
a) Les années Trente:	page 85
b) La Quatrième République:	page 85
2) Les objectifs des incompatibilités entre les fonctions ministérielles et le mandat parlementaire:	page 88
a) Un objectif théorique: le respect de la séparation des pouvoirs	page 88
b) Un objectif politique apparent: la stabilité ministérielle	page 91
c) Un objectif technique: le souci de la compétence des gouvernements:	page 93
3) L'accueil de la règle de l'incompatibilité:	page 95
a) Un fossé entre le Gouvernement et le Parlement:	page 98
b) La stabilité ministérielle ne résultera pas de la seule incompatibilité:	page 100
c) Un Gouvernement de techniciens ou de mutets:	page 101

<i>II La limitation du nombre des élections partielles</i>	page 105
<i>A L'expérience des régimes précédents:</i>	page 105
<i>B Le coup d'arrêt de 1958: l'Article 25:</i>	page 110
<i>1) Les motifs de l'article 25:</i>	page 111
<i>a) Les critiques habituelles faites aux élections partielles:</i>	page 111
<i>1 Les élections partielles donnent lieu à des généralisations abusives:</i>	page 111
<i>2 Les élections partielles créent une agitation disproportionnée avec leur enjeu:</i>	page 113
<i>3 Les élections partielles n'intéressent que faiblement les électeurs:</i>	page 116
<i>b) Les raisons de 1958:</i>	page 116
<i>1 L'anti-parlementarisme ambiant:</i>	page 117
<i>2 La leçon des expériences passées:</i>	page 118
<i>3 Le reclassement du personnel politique:</i>	page 119
<i>2) La mise en place de l'article 25:</i>	page 122
<i>a) Le principe pas d'élection partielle:</i>	page 122
<i>1 Les vacances au Parlement:</i>	page 122
<i>2 Les vacances dans les Conseils Municipaux:</i>	page 123
<i>b) Les exceptions: quelques rares élections partielles:</i>	page 123
<i>1 Les élections partielles au Parlement:</i>	page 123
<i>2 Les élections partielles au Conseil Général:</i>	page 124
<i>3) Les résultats, l'application du principe:</i>	page 125
<i>a) Les élections partielles n'ont pas disparu:</i>	page 125
<i>b) Une tentative de retour aux élections partielles:</i>	page 127
<i>C L'utilité des élections partielles:</i>	page 130
<i>1) Sur le plan de la théorie politiques:</i>	page 130
<i>a) Le respect de la souveraineté de l'électeur:</i>	page 130
<i>b) Le principe de la continuité du mandat:</i>	page 131
<i>2) Sur le plan de la vie politique:</i>	page 132
<i>a) Mode de connaissance de l'évolution de l'opinion:</i>	page 132
<i>b) "Appel au peuple"</i>	page 134
<i>c) Moyen de carrière politique:</i>	page 135

page 139

page 139

page 139

A Une association exigeant les mêmes conditions de candidature:

page 139

1) Mêmes inéligibilités:

page 140

a) Age:

page 140

b) Profession:

page 140

c) Capacité:

page 141

2) Même interdiction des candidatures multiples:

page 142

B Une association indispensable:

page 142

1) Il faut un suppléant:

page 142

2) Il faut une acceptation écrite du suppléant:

page 143

C Une association laissant le premier rôle au candidat principal:

page 144

1) Mise en avant du candidat principal:

page 144

2) Le retrait de candidature:

page 145

D Une association indissoluble:

page 147

1) La tentative de rupture volontaire:

page 147

2) La rupture involontaire:

page 148

II Le suppléant est élu pour parer à certaines éventualités:

page 150

A Nature de l'éventualité:

page 150

1) Evénement futur et incertain:

page 150

2) Evénement aux sources diverses:

page 151

3) Evénement conforme à l'ordre public:

page 152

B Types d'éventualités:

page 152

1) La liste limitative des articles LO 176 et LO 319:

page 152

2) Le cas particulier de l'article LO 320:

page 153

<i>C La survenance de l'éventualité:</i>	page 154
<i>1) Le décès:</i>	page 154
<i>2) L'entrée au Gouvernement:</i>	page 154
<i>a) Le parlementaire-ministre:</i>	page 155
<i>1 Le "député moral":</i>	page 155
<i>2 La "démission" du suppléant devenu député:</i> page 156	
<i>b) L'inélégibilité spéciale de l'article LO 135:</i> page 157	
<i>D La défaillance de l'éventualité:</i>	page 157
<i>1) Aucun droit au remplacement n'existe plus pour le suppléant:</i>	page 158
<i>2) Aucun lien ne subsiste plus entre le parlementaire et son suppléant:</i>	page 158
<i>§2 Une relation ambiguë:</i>	page 158
<i>I La protection du mandat du parlementaire:</i>	page 159
<i>A L'incompatibilité ne prend effet qu'un mois après l'entrée au Gouvernement:</i>	page 159
<i>B Le remplacement est prévu jusqu'au renouvellement de l'Assemblée:</i>	page 160
<i>C Le suppléant devenu parlementaire ne peut être candidat contre celui qu'il a remplacé:</i>	page 162
<i>D Le ministre parlementaire congédié bénéficie d'une "protection pécuniaire" de six mois:</i>	page 165
<i>II La "mésiance" vis-à-vis du suppléant:</i>	page 165
<i>A Vis-à-vis du suppléant non parlementaire:</i>	page 166
<i>1) Les articles L 155 et L 299:</i>	page 166
<i>2) L'article LO 134:</i>	page 166
<i>B Vis-à-vis du suppléant devenu parlementaire:</i>	page 171
<i>1) L'article LO 135:</i>	page 171
<i>2) La pratique:</i>	page 172
<i>III Législation avec des lacunes:</i>	page 173

	-362-
<u>Section 2: Le suppléant et sa fonction représentatives</u>	<u>page 177</u>
§1 Le suppléant, "représentant éventuel":	page 177
I Le suppléant est un élu:	page 177
A Effets de l'élection:	page 177
1) Acquisition de la "qualité" de suppléants:	page 177
2) Aptitude immédiate au remplacement:	page 178
B L'"oubli" du suppléant pendant l'exercice du mandat:	page 179
1) Ni statut ni fonctions:	page 179
2) Une position sans risques:	page 183
3) Une position qui peut être précaire:	page 184
II Le suppléant est détenteur d'un "droit éventuel":	page 186
A Les caractères du droit éventuel du suppléant:	page 188
1) La protection juridique est assurée:	page 188
2) La jouissance est suspendue:	page 189
B Les effets du "droit éventuel" du suppléant:	page 190
1) Le suppléant n'est plus un tiers pour le parlementaire:	page 190
2) Le droit définitif est d'application automatique:	page 190
§2 Le suppléant et les électeurs:	page 191
I Le suppléant est imposé aux électeurs:	page 191
A Le principe de la liberté absolue de choix:	page 192
B Les quelques limites juridiques:	page 192
1) Les inéligibilités:	page 192
2) Les incompatibilités:	page 193
II Le suppléant est un "élu en surnombre":	page 194
A La mention du suppléant n'est pas remarquée:	page 194
B La présence du suppléant ne peut être remise en question:	page 195

<u>DEUXIÈME PARTIE: LE SUPPLÉANT DU DÉPUTÉ</u>	page 197
<u>CHAPITRE I: LE STATUT SOCIOLOGIQUE DU SUPPLÉANT</u>	page 204
<u>Section 1: L'identité du suppléant:</u>	page 204
§1 <i>L'âge du suppléant:</i>	page 204
§2 <i>Le sexe du suppléant:</i>	page 206
§3 <i>Les études poursuivies par le suppléant:</i>	page 210
<u>Section 2: La profession du suppléant</u>	page 210
<u>Section 3: L'activité politique du suppléant:</u>	page 217
§1 <i>L'appartenance partisane:</i>	page 217
§2 <i>L'appartenance syndicale:</i>	page 219
§3 <i>La détention de mandats politiques:</i>	page 220
<u>CHAPITRE II: LA SITUATION POLITIQUE DU SUPPLÉANT</u>	page 222
<u>Section 1: Le choix du suppléant:</u>	page 223
§1 <i>La méthode du choix:</i>	page 223
I <i>Le choix des suppléants "ordinaires":</i>	page 223
A <i>Le point de vue des suppléants:</i>	page 223
B <i>Le point de vue des députés:</i>	page 225
II <i>Le choix des suppléants des députés "ministrables":</i>	page 227
§2 <i>Les raisons du choix du suppléant:</i>	page 228
I <i>Le choix des suppléants "ordinaires":</i>	page 229
A <i>Le point de vue des suppléants:</i>	page 229
B <i>Le point de vue des députés:</i>	page 230
II <i>Le choix des suppléants de députés "ministrables":</i>	page 232

§3 Les raisons de l'acceptation du suppléants	page 233
I Les suppléants "ordinaires":	page 234
A Le point de vue des suppléants:	page 234
B Le point de vue des députés:	page 236
III Les suppléants de députés "ministrables":	page 238
A L'information du suppléant au moment de la candidature:	page 238
B Les motifs avoués de l'acceptation de la suppléance:	page 239
Section 2: Le rôle du suppléant:	page 241
§1 Au moment de l'élections	page 241
I La participation à la campagne électorale:	page 241
II La présentation du suppléant par le député:	page 243
III Le suppléant est-il connu en tant que tel?	page 247
A La réponse des suppléants:	page 247
B La réponse des députés:	page 247
C La réponse des suppléants devenus députés:	page 248
§2 Après l'élections:	page 249
I Le député reste parlementaire:	page 250
A Le député et son suppléant:	page 250
1) Le point de vue du principe du député:	page 251
2) Le rôle dévolu au suppléant par le député:	page 251
B Le suppléant et son député:	page 253
1) L'attente du suppléant:	page 254
2) La réalité:	page 255
a) Les relations entre suppléant et député:	page 255
b) La condition du suppléant:	page 255
C Le suppléant et les électeurs:	page 255
D Le suppléant et son parti:	page 26
II Le député meurt:	page 26
A Le suppléant accepte le mandat:	page 26
B Le suppléant entreprend une carrière politique:	page 26

	-366-
<u>Section 2: Le début d'une carrière politique personnelles:</u>	<u>page 297</u>
§1 Une carrière politique "par hasard":	page 297
§2 Une carrière politique "par délégation":	page 297
§3 Une carrière politique après la "probation" de la suppléance:	page 300
I Le député se retire de la vie politique active:	page 300
II Le ministre se retire de la vie politique:	page 304
III Le suppléant recherche d'autres mandats électifs:	page 304
Conclusions:	page 306
 <u>CHAPITRE IV: LE SUPPLÉANT ET LA CLASSE POLITIQUE</u>	 <u>page 307</u>
<u>Section 1: La classe politique:</u>	<u>page 307</u>
§1 La composition de la classe politique:	page 307
§2 Le rôle de la classe politique en régime parlementaire:	page 310
§3 La conception de 1958:	page 311
<u>Section 2: Le suppléant dans la classe politique?</u>	<u>page 313,</u>
§1 L'évolution de la classe politique sous la Cinquième République:	page 313
I La période "triomphale" (1962-1967):	page 314
II Le tournant (1967-1974):	page 315
III Le "changement" (1974-1976):	page 317
§2 La place du suppléant:	page 317
I Les suppléants "ordinaires":	page 318
II Les suppléants des membres du Gouvernement:	page 319
Conclusions:	page 319
 <u>CONCLUSION GÉNÉRALE:</u>	 <u>page 320</u>
<hr/>	
<u>Bibliographie:</u>	<u>page 331</u>
<u>Annexes:</u>	<u>page 339</u>
<u>Table des matières:</u>	<u>page 356</u>